

## Les professionnels préparent l'application de la Directive européenne sur les produits de construction

Les bois de structure sont concernés par cette Directive et la parution de la norme harmonisée correspondante est prévue courant 2004 (date d'application de la Directive pour les bois de structure).

Ce contexte normatif et réglementaire européen est l'opportunité de "réactiver" la marque de qualité des bois de Guyane : la marque G "bois Guyanais classé" dont la démarche concorde tout à fait avec ce qui est mis en place au niveau européen. Il faut néanmoins revoir certains points du règlement de la marque pour les rendre conformes aux exigences européennes.

### Rappel de l'articulation des différents textes européens

La Directive impose que les produits de construction, pour être commercialisés sur le marché européen, doivent satisfaire à 6 exigences essentielles (stabilité mécanique, sécurité incendie, confort acoustique, économie d'énergie, et hygiène/santé/protection de l'environnement). Elle définit également 6 niveaux d'attestation de conformité en fonction de la nature du produit (de sa criticité par rapport aux 6 exigences).

Les normes harmonisées sont définies produit par produit. Elles définissent les performances que chaque produit doit satisfaire en fonction de la nature de l'ouvrage dans lequel il intervient. Les normes harmonisées spécifient aussi le niveau d'attestation de conformité qu'il faut appliquer dans chaque cas.

### Situation des bois de Guyane par rapport aux normes européennes sur les bois de structure

#### Norme de classement visuel

Le document "bois guyanais classé" et le classement visuel qui y est défini correspondent aux normes de classement visuel des bois, par exemple en France la NF B 52 001 qui définit un classement pour les différents bois utilisés en structure.

Il existe également une norme européenne définissant ce que doit contenir une norme de classement (EN 518). Nous avons donc analysé le texte sur le classement visuel des bois de Guyane par rapport à cette norme. Le classement visuel des bois de Guyane nécessite peu de changement pour être conforme à cette norme : seules les limites concernant les fentes doivent être revues.

#### Norme de définition des classes mécaniques

La norme de définition des classes mécaniques de bois est applicable directement puisque les classes sont définies indépendamment des essences de bois. Les bois de Guyane utilisés en structure font actuellement l'objet d'essais de caractérisation mécanique en grandeur d'emploi pour les classer dans ce nouveau référentiel.

La norme indiquant la correspondance entre les classes visuelles et les classes mécaniques doit être transcrite dans le cadre des bois Guyanais, ceci à travers les résultats des essais en grandeur d'emploi. Suite aux essais réalisés par le CTBG, le "choix 3 et mieux" correspondant aux bois de structure est classé en D40 pour le Gonfolo et en D 50 pour l'Angélique.

#### Norme sur les écarts dimensionnels

Il existe également sur le plan européen une norme définissant les écarts admissibles sur les dimensions des bois de structure. Ces écarts, (c'est à dire les tolérances sur les sections contractuelles, dites sections cibles) sont définis sur des sections ramenées à 20% d'humidité de référence (en prenant un coefficient retrait standard de 0.25% par % de variation d'humidité), sections sur lesquelles portent les contrats. En Guyane, la pratique est plutôt de raisonner sur les dimensions de bois vert, qui sont la base des contrats. Le coefficient de retrait moyen qui peut être appliqué pour calculer les sections à une autre humidité est de 0.31 %/%.

#### Directive sur les produits de construction

Enfin, la Directive européenne sur les produits de construction va imposer, pour les bois de structure, à travers la norme harmonisée correspondante, un certain nombre de contrôles continus en usine et de contrôles ponctuels par un organisme agréé. La plupart de ces contrôles sont fait classiquement en scierie mais ils manquent très souvent de formalisation par écrit. Le CTBG va intervenir dans les entreprises volontaires pour mettre en place ces contrôles et leur traçabilité et mettre ainsi progressivement les produits en conformité avec la Directive, ceci en réactivant la marque "G". Il s'agira ensuite de faire reconnaître le système de contrôle par un organisme agréé (le CTBA pour les produits bois).

Sylvie Mouras

